



La Revue de Presse

des Amis

Communistes



**Supplément
du Vendredi
4
Octobre
2024**

Le Contrat de Ville sur tous les fronts en conseil municipal

TOULON

La séance publique du vendredi 27 septembre a permis d'ouvrir le débat sur les quartiers populaires et le logement social malgré le torpillage continu de l'extrême droite. Un comportement vertement réprimandé par la maire.

Tout avait pourtant si bien commencé, avec parmi les premières délibérations, la revalorisation indemnitaire des agents municipaux. « J'ai souhaité une réflexion début 2024 avec pour objectif de revaloriser les bas salaires, les filières défavorisées et maintenir l'attractivité de notre collectivité », explique la maire de Toulon Josée Massi (SE). Christophe Moreno, l'adjoint qui a mené les concertations avec les organisations syndicales, évoque « un effort sans précédent » de 2,3 millions d'euros, dont 1,4 uniquement consacré à la catégorie C. 91 % des agents concernés auront une augmentation supérieure à 50 euros.

On est ensuite entré dans le dur avec la signature du Contrat de Ville 2024-2030. L'opposition de gauche avait d'ailleurs invité les habitants des quartiers populaires à venir exprimer leur situation de mal vie devant la mairie avant le début du conseil municipal.

La deuxième adjointe Geneviève Levy a précisé la démarche participative et la stratégie adoptées sur chacun des dix Quartiers prioritaires de la Ville (QPV) où se concentre 16 % de la population.

« L'analyse ne doit pas masquer les réalités sociales difficiles que les habitants continuent de connaître dans notre territoire, comme ailleurs en France », a souligné l'élue, en concluant :



Un débat riche mais à nouveau pollué par l'extrême droite : la campagne va être très longue ! PHOTO TT

« Certains diront qu'on n'en fait pas assez, d'autres que nous faisons trop. Mais nous mettons tout en œuvre pour répondre au plus près aux besoins de la population. » La contribution de la Ville pour 2024 a été de 851 000 euros.

Le RN crée l'incident

Un constat de la situation partagé par Magali Brunel (PS) pour Toulon en Commun qui a précisé que « 48 % des habitants des Quartiers prioritaires de la Ville vivent sous le seuil de pauvreté et que les taux de chômage dépassent les 20 %, et ça touche particulièrement les jeunes alors que les femmes sont les premières victimes de la pauvreté et de la précarité ». Mais elle pointe aussitôt « une concertation insuffisante » et le fait que « la Ville n'a engagé que 56 euros par an et

par habitant des QPV ». Une intervention au cours de laquelle l'élue RN Nicolas Koutseff n'a cessé de l'interrompre par des commentaires désobligeants. À bout, André De Ubeda (PCF) demande à la maire de faire cesser les provocations.

Avant de se faire vertement réprimander et menacer d'expulsion de la salle, l'élue d'extrême droite poursuit son odieux comportement par un « c'est pas étonnant, ça leur plaît aux communistes de dénoncer ». Trop c'est trop. L'élue de gauche lui rappelle assez justement qui était du côté des délateurs pendant la guerre, en le prévenant que ça ne se passerait pas comme ça, qu'il n'avait pas l'intention de se laisser insulter. Là-dessus, tel un petit voyou, le conseiller frontiste

Amaury Navarranne – pour qui les Quartiers prioritaires sont « tout ce qu'on ne veut pas voir », avec « une immigration incontrôlée » et « des bandes de racailles qui sèment la terreur » – s'est levé et s'est avancé comme pour vouloir en découdre. Lamentable !

« Vous n'avez pas honte ? Vous imaginez l'image que vous donnez des élus ? », les a sévèrement apostrophés Josée Massi. Et de poursuivre sur le même ton, en rappelant la catastrophique gestion de l'extrême droite de 1995 à 2001 : « On le sait que vous êtes en campagne. Vous avez déjà fait six ans, on a vu ce que ça a donné. »

Après une interruption de séance, le débat a repris. Pas la sérénité.

Thierry Turpin

EN BREF

« Le Casabianca », devrait être ouvert au public

Le sous-marin nucléaire d'attaque *Casabianca* bientôt en musée ouvert au public. Un projet informe Josée Massi qui a reçu un accueil enthousiaste de la part de mystère des Armées qui a demandé au chef d'État-Major de se mettre en relation avec la Ville afin de mener à bien ce projet au long cours. Il va en effet d'abord falloir réaliser entre autres des opérations de décontamination touchant la sécurité nucléaire du bâtiment.

Mal-vie dans les HLM

Le conseiller d'opposition André De Ubeda (PCF) a relayé les doléances des collectifs de locataires HLM, évoquant ici (à la Beaucaire) des insectes, des canalisations endommagées et des ascenseurs en panne, ailleurs (à la Poncette) un manque de concertation. Et à la cité Bellevue des craintes quant à l'avenir de leurs logements. Concernant ces derniers qu'il doit recevoir dans l'après-midi, le président de l'office HLM Mohamed Mahali explique : « Nous avons des locataires qui ont dépit des règles d'urbanisme et de sécurité ont fait des travaux d'extension de leurs logements. Certains se permettent d'occuper des parcelles voisines. L'objectif n'est absolument pas de les mettre dehors mais de régulariser les choses. » Pour le collectif la Poncette, il explique que ce dernier avait annulé le rendez-vous prévu le 28 août.

Toujours des questions concernant les transports

Manque de logements sociaux

Le conseiller d'opposition de Toulon en Commun, André De Ubéda, a remis le tramway à l'ordre du jour.

Insistant sur le fait que « l'action publique doit être particulièrement attentive aux questions de pollution et de bien-être des habitants », le conseiller d'opposition André De Ubéda a remis les transports en commun dans l'ordre des priorités. « Toulon est la seule métropole à ne pas en avoir de tramway, c'est significatif », lance-t-il, en rappelant les arguments développés depuis deux décennies : « C'est le moyen, et très nettement, le plus efficace, confortable, rapide et le moins cher à longue

échéance. » Pour l'élu, il est encore temps de l'adopter étant donné que « les premiers travaux pour le Transport en commun en site propre (TCSP) ne sont prévus que pour 2026 ».

Et d'enfoncer le clou sur les coûts engendrés par l'abandon du projet tramway.

La maire de Toulon lui a répondu, sur la qualité de l'air pour commencer : « Depuis 2018, plus aucune station de mesure ne dépasse la moyenne annuelle réglementaire en oxyde d'azote. Toutes les stations montrent des diminutions importantes depuis 2007 de 36% à 75%. » La diminution la plus manifeste, poursuit-elle, portant sur le dioxyde de soufre avec -75%.

Concernant les transports en commun, Josée Massi a rappelé que « la Métropole TPM

y consacre chaque année près de 150 millions d'euros, soit l'un des budgets les plus importants de la collectivité ».

Ce qui a permis, pour la première magistrature, une augmentation de la fréquentation du réseau Mistral de 83% depuis 2002, passant de 18 à 33 millions de déplacements. Et d'annoncer la poursuite de ce développement avec le futur Bus à haut niveau de service.

Pour la maire de Toulon, « Il a été salubre d'arrêter un projet de tramway initié par une autre municipalité [FN, pour la nommer, Ndlr] mal ficelé ou des rames avaient été commandées avant même la pose d'un premier rail. »

TT.

Toulon en Commun a remis sur le tapis le nombre de logements sociaux insuffisant pour répondre à la demande. « Donnez-moi des adresses de fonciers disponibles et nous construirons avec plaisir », a à nouveau répondu Mohamed Mahali le président de l'office Toulon Habitat Méditerranée. « Toulon concentre 43% des logements sociaux de la métropole, les autres maires doivent peut-être payer leur part », ajoute la maire de Toulon. Pas sûr que l'appel soit entendu.

Nicolas Koutseff, collaborateur parlementaire depuis 2023 de la députée RN du Var Laure Lavalette, a été épinglé par le média Les Jours pour avoir publié des messages à caractère homophobe, raciste et injurieux sur un compte du



quel est le point commun entre Jean-Luc Mélenchon, la duchesse de Sussex Meghan Markle, l'ancien Premier ministre Édouard Philippe, le journaliste Jean-Michel Aphatie, le fils d'Anne Hidalgo, l'humoriste Guillaume Meurice ou encore le

footballeur Marcus Thuram ? Sur X (ex-Twitter), tous et toutes ont été traité·es de « pute », de « fils de pute » ou d'« enculé » par Nicolas Koutseff, collaborateur parlementaire depuis 2023 de la députée Rassemblement national (RN) du Var Laure Lavalette. Cette dernière, réélue en juin dernier, est un poids lourd du parti d'extrême droite et l'un de ses visages les plus médiatiques : conseillère régionale, porte-parole de Marine Le Pen lors de la campagne présidentielle en 2022, membre du bureau national du RN et désormais porte-parole du groupe à l'Assemblée nationale.

C'est un nouveau coup dur pour les députés varois du Rassemblement national. Le 26 septembre dernier, le journal *Libération* révélait qu'un militant néofasciste avait été embauché comme assistant parlementaire par le député Philippe Schreck.

Cette fois-ci, c'est l'entourage de Laure Lavalette, députée RN de la 2e circonscription du Var, qui est entaché.

Nicolas Koutseff est collaborateur parlementaire depuis 2023 auprès de l'élue, il est aussi conseiller municipal à Toulon. Le média Les Jours a révélé le 2 octobre que le collaborateur a posté des dizaines de messages haineux, homophobes et racistes sur le réseau social X (ex-Twitter) pendant plusieurs années.



Laure Lavalette (RN) se sépare de son assistant parlementaire

Depuis les départementales de 2015, Nicolas Koutseff était dans le sillage de la députée du Var, devenu son assistant parlementaire en 2022. Avant que ses tweets injurieux refassent surface.

Après « les brebis galeuses » du Rassemblement national aux élections législatives, les collaborateurs... indésirables. C'est le cas de Nicolas Koutseff, conseiller municipal d'opposition à Toulon et assistant parlementaire de Laure Lavalette, députée de la 2^e circonscription du Var et porte-parole du groupe RN à l'Assemblée nationale. « Je me sépare de lui », a tranché cette proche de Marine Le Pen, après une série de messages injurieux, antisémites, racistes, voire homophobes repérés sur X (ex-Twitter) par le site d'investigation Les Jours.

« Je tombe de l'armoire, confie Laure Lavalette, qui a semblé découvrir une autre facette de son désormais ex-collaborateur, qu'elle côtoie depuis plus de dix ans. Il y a une telle dichotomie entre ce mec doux, gentil et ce qu'il a pu écrire. Outre la vulgarité, ses propos sont indéfendables. » Les propos de Nicolas Koutseff, toujours tirés à quatre épingles en public ? Ils ont été effacés en même temps que l'intégralité de

son compte X, à la demande de la députée d'extrême droite. Enfin, pas totalement. Avant le grand effacement, Les Jours ont capturé soixante-dix écrits problématiques, datant de 2016 à 2024.

« Pourquoi la Shoah ? »

Exemples (non exhaustifs), à un chroniqueur de CNews, prônant le renforcement de l'enseignement de la Shoah, il répond en 2020 : « Pourquoi la Shoah ? Le génocide vendéen, c'est pas mal aussi et il y en a tant d'autres ! Ok pour l'histoire chronologique et patriotique. » Rayon racisme, Nicolas Koutseff se lâche également. Sous un tweet qui pointe qu'à Marseille la moitié des enfants de 12 ans ne savent pas nager, il dégage en 2019 : « Parce que les Arabes n'aiment pas l'eau pourquoi je ne sais pas mais c'est ainsi. » Un an plus tard, il s'insurge ainsi d'un article évoquant la fin de la présence d'hôtesse sur les podiums du Tour de France : « Féministe de merde ! » La même année : « On s'accorde à dire que la France



Avant d'être assistant parlementaire, Nicolas Koutseff (à gauche) était déjà suppléant de Laure Lavalette (au centre) pour les départementales de 2015. (Photo d'archives A. F.)

existe depuis le baptême de Clovis. La République n'est pas la France, je suis Français pas républicain ». En 2021, il se dit pour « remettre la peine de mort ». En juin 2022, après l'invasion russe en Ukraine et juste avant d'être engagé auprès de Laure Lavalette à l'Assemblée nationale, il estime que « la Crimée est russe comme la Bretagne, la Provence sont françaises ».

Sont également exhumées les insultes, adressées aussi bien aux journalistes qu'aux politiques. En 2017, Edouard Philippe, alors Premier ministre, est « une pute ». Variante en 2018 pour Jean-Michel Apathie qualifié de « belle pute ». Ou encore à propos d'une chronique de l'humoriste Guillaume Meurice en 2020 : « Un bon fils de pute ». Même définition du footballeur Marcus

Thuram, du fils d'Anne Hidalgo... Alors que Jean-Luc Mélenchon a le droit à un « Enculé va ! », en 2021.

« Un mec bipolaire »

Contacté, Nicolas Koutseff plaide non coupable : « Je ne suis ni homophobe, ni antisémite, ni raciste. Sinon, je ne serais pas au RN. » Il dit ne « jamais avoir été banni » de Twitter puis X, assure ne plus se souvenir de la plupart de ses propos qu'il juge aujourd'hui « débiles » parmi « 15 000 tweets en 15 ans » ou de les avoir « rédigés au milieu de la nuit sans réfléchir ». Si c'est vrai pour certains, beaucoup d'autres ont été publiés en début d'après-midi.

Ce cadre local du RN, qui se décrit également comme « un mec bipolaire », prétend ne pas s'être rendu compte « de la violence » de ses écrits. Il fait donc son mea culpa : « Je m'excuse si mes propos ont pu être blessants, ils ont dépassé ma pensée. » Il ajoute : « Enfin, sauf pour Apathie, c'est un vrai connard, lui ! »

MICHAËL ZOLTOBRODA
mzoltobroda@nicematin.fr

TOULON

Le tollé Koutseff

Depuis des années, le Toulonnais Nicolas Koutseff inonde les réseaux sociaux d'insultes et de commentaires haineux sans que cela ne l'empêche de mener une carrière au sein du RN comme conseiller municipal à Toulon, puis comme attaché parlementaire de la députée Laure Lavalette. Mais Les Jours ont réalisé une enquête zoomant sur le collaborateur « ordurier, raciste et antisémite ». La députée rétro-pédale et annonce mercredi dans Var Matin qu'elle se sépare de ce collaborateur gênant. « Les propos nauséabonds de ce monsieur sont un danger parce qu'ils attentent à la démocratie et qu'ils poussent à la haine » commente le groupe d'opposition municipal Toulon en commun qui dit subir « ses agressions de façon permanente » dans l'enceinte municipale. Et d'en profiter pour interpeller la majorité municipale : « Allez vous continuer à soutenir une politique nationale qui, non seulement empêche le développement de la ville, mais qui, de plus, accepte les diktats du RN ? »

LE RN EST DANGEREUX A TOULON COMME EN FRANCE

COMMUNIQUE DE PRESSE DE TOULON EN COMMUN

La presse nationale s'est fait l'écho des messages clairement racistes, homophobes et injurieux sur X de M. Koutseff

Les propos nauséabonds de ce monsieur, conseiller municipal et attaché parlementaire de Mme Lavalette députée RN sont un danger pour les Toulonnais et les Français parce qu'ils attentent à la démocratie et qu'ils poussent à la haine.

Rappelons qu'un grave incident a eu lieu au conseil municipal du 27 septembre obligeant madame le maire à déplacer M. Koutseff, à le faire désavouer par son groupe et à exiger la dignité dans l'enceinte municipale. Cela ne nous étonne pas à Toulon en Commun où nous subissons ses agressions de façon permanente.

Cela montre, en revanche, que le RN créé par des pétainistes ennemis de la république et des collaborateurs ne change pas réellement.

Nous alertons particulièrement sur les élu-e-s varois-e de ce parti : négationnisme, nombreuses condamnations (et encore d'autre à venir ?), gestion calamiteuse, à Toulon en particulier.

Nous nous adressons avec gravité à nos concitoyens : pour qui voter afin de sauvegarder l'esprit républicain, avoir des élus honnêtes et dévoués ?

Nous nous adressons aussi à la majorité municipale : allez vous continuer à soutenir une politique nationale qui, non seulement empêche le développement de la ville, mais qui, de plus, accepte les diktats du RN ?

Nous appelons les démocrates sincères, les républicains, les citoyens soucieux d'honnêteté et d'un développement harmonieux de notre ville à tirer les leçons.

Seul un réel changement d'équipe peut permettre à notre ville d'être mieux gérée.